



HAL
open science

Beyrouth post-guerre civile ou la politique de la table rase : le spectacle d'une dubaïisation progressive.

Rawad Chaker, Pedro Gonçalves

► **To cite this version:**

Rawad Chaker, Pedro Gonçalves. Beyrouth post-guerre civile ou la politique de la table rase : le spectacle d'une dubaïisation progressive.. EurOrient. Villes en guerre au Moyen-Orient, 43, L'Harmattan, 2013, 9782343014623. halshs-01538416

HAL Id: halshs-01538416

<https://shs.hal.science/halshs-01538416>

Submitted on 13 Jun 2017

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Beyrouth post-guerre civile ou la politique de la table rase le spectacle d'une dubaïisation progressive

Rawad Chaker

*Docteur en sociologie de l'éducation, Université Lille 1,
Laboratoire Cirel - Trigone*

Pedro Gonçalves

Architecte d'État, diplômé de l'ENSA

Résumé

Ceux qui ont connu Beyrouth avant la guerre civile, ne peuvent s'empêcher, à la vue de ce qu'elle est en train de devenir aujourd'hui, se penser qu'elle est en train de perdre une partie de son âme. La multiplication des tours, hôtels et centres commerciaux dans cette ville chargée d'histoire, renvoie une image de course effrénée vers une société de consommation extrême. Le concours simultané de différents facteurs économiques, sociaux et politiques a conduit aujourd'hui la capitale libanaise vers un avatar du « modèle Dubaï ».

Abstract

Those who knew Beirut before the civil war, can not help, at the sight of what it is becoming today, think she is losing part of its soul. The proliferation of towers, hotels and shopping malls in this city steeped in history, returns an image of a frantic race towards an extreme consumer society. The simultaneity of economic, social and political factors led the Lebanese capital to become an avatar of the «Dubai model».

À l'issue d'une guerre civile (1975-1990) dont le théâtre s'est étendu sur l'ensemble du territoire libanais, la capitale, Beyrouth, sort physiquement marquée par les logiques conflictuelles qui s'y sont installées et dont l'échelle oscillait de la zone à la rue, en passant par le quartier. Inégalement détruits, certains quartiers ont très tôt suscité l'appétit de certains intérêts privés.

Confortée par la lassitude de la population et le traumatisme de ces longues années de guerre, la société Solidere (Société libanaise pour le développement et la reconstruction), fondée par Rafic Hariri¹, est chargée de la reconstruction d'un centre-ville particulièrement affecté par la violence des affrontements. Pour certains, cette étape, tout en se situant dans la logique économique et historique de la vague néo-libérale, portait le sceau implicite d'une volonté déguisée de retour à la vieille idéologie économique du Liban [d'avant-guerre], façon « Monte-Carlo » (CORM, 2005, p. 238). Cette conviction surannée va porter le poids, durant les années qui vont suivre et jusqu'à aujourd'hui, d'une organisation politique et capitaliste de la reconstruction du centre-ville, ainsi que de bon nombre de projets périphériques de constructions ou de reconstructions urbaines et architecturales.

Pourtant, plus rien aujourd'hui ne rappelle le Beyrouth d'antan : nous assistons au contraire à l'effritement progressif de l'identité de la ville, qui fait suite à une frénésie entrepreneuriale dans le domaine de la construction urbaine. Fort d'un libéralisme économique intimement lié à la tradition politique libanaise héritée de l'indépendance, une nouvelle figure est née, celle du néo-libanisme. Celle-ci se manifeste non seulement dans l'esthétique des nouvelles constructions, qui rappellent de manière flagrante celles de Dubaï, érigé en modèle, mais également dans l'organisation politique et sociale du Liban d'après-guerre, davantage livrée à une vision affairiste que maîtrisée par une véritable planification politique, économique et sociale concertée.

Beyrouth post-guerre civile et l'Empire Solidere

Le Beyrouth d'après-guerre consacre le « retour en force du banal désir d'un pays « casino » et paradis fiscal régional, cher à l'ancienne couche dirigeante » (CORM, 2005, p. 238). Rapidement, ces velléités sont incarnées par un homme, Rafic Hariri, et par la toile politique, financière et urbaine, tissée par son *Empire Solidere*. Le délitement de l'État libanais, tant au niveau économique que politique, et la faiblesse systémique des institutions, ont permis à l'ancien Premier ministre de s'imposer comme l'homme providentiel.

.....
 1- Homme politique et homme d'affaires libano-saoudien, nommé premier ministre du Liban de 1992 à 1998, puis de 2000 à 2004. Mort dans un attentat le 14 février 2005.

Des origines du capitalisme libanais au néo-libanisme

L'intégration du Liban dans le système capitaliste mondial a commencé au XIX^e siècle avec ses échanges commerciaux à travers l'Europe (surtout coton, soie, olive). Ces exportations concurrençant le marché local, la balance commerciale du Liban et du marché syro-libanais² devient rapidement déficitaire (MATAR, 2007), et le solde négatif historique marque la dépendance du pays au marché extérieur. Le système économique capitaliste s'est donc implanté très tôt dans la région. Cette période est cruciale car elle marque l'orientation économique du Liban, basée sur des échanges commerciaux très importants et sur l'ancrage d'une culture marchande, d'importation (MATAR, 2007), et de services (avec le développement un peu plus tard du secteur bancaire), qui sont devenus le pilier central de l'économie. Cette doctrine libérale a été consolidée par la classe politique mandataire issue de la classe bourgeoise, et par la présence de Michel Chiha (homme politique, homme d'affaire et journaliste) et de Béchara El-Khoury, président de la République libanaise entre 1943 et 1952 (et Premier ministre sous le mandat français). Plusieurs facteurs, dont la pauvreté du Liban en ressources et matières premières, sont venus renforcer ces convictions de l'élite. Naturellement, et l'histoire économique récente aidant, le pays devint petit à petit un centre financier, commercial et touristique régional.

Ainsi, un système libéral extrême où les structures étatiques sont absentes de la vie quotidienne et sociale des habitants, a depuis prévalu au pays du Cèdre dont l'économie est ouverte et perméable. L'ensemble des secteurs-clés est cédé à des entreprises privées, tandis que l'activité économique est concentrée entre les mains de l'élite bourgeoise (beyrouthine en particulier) et d'une certaine aristocratie (comme les grandes dynasties politiques)³. L'État n'avait donc aucun rôle quant à la gestion des biens collectifs et l'intervention dans la chose publique. Léonel Matar (2007) résume avec justesse la situation : refus de donner à l'État un rôle clair et défini dans l'édification des institutions, et surtout, méfiance envers l'État en tant qu'institution, à un moment où le pays avait besoin de structure étatique pour se développer et faire participer tous les secteurs et toute la population à l'essor économique. C'est donc une politique ultra-libérale associée au désintérêt pour les institutions publiques qui ont façonné le système politique du Liban. Cette absence de l'État a favorisé la concurrence entre communautés, qui a pris forme à travers les tensions politiques et confessionnelles et les lobbies financiers (en étroite accointance avec les réseaux politiques).

.....
2- Entre 1840 et 1945. Entre 1825 et 1865, 65 % des importations étaient couvertes par les exportations, 60 % entre 1870 et 1900. En 1920 : 50 %. Le solde sera depuis négatif.

3- En exemple significatif de cette doctrine libérale extrême, l'université publique au Liban a vu le jour dans les années 1950, alors que jusqu'à cette date, seule une certaine classe aisée de la population pouvait avoir accès aux études supérieures, puisque les uniques universités étaient privées.

L'accord de Taëf⁴ signé en 1989, a tenté, entre autres, de réconcilier le trait libéral de l'économie libanaise et l'exigence d'un développement équilibré entre les différentes régions libanaises, sur le plan culturel, social et économique (SAFI, 2003). Cependant, cette volonté inscrite noir sur blanc ne fut jamais réellement suivie : aucune politique publique prenant en considération les orientations socio-économiques de l'accord n'a vu le jour. Au contraire, l'esprit centraliste règne toujours dans la gestion de l'État, ainsi que dans les politiques ultra-libérales successives. L'économie du pays reste concentrée sur deux principaux pôles, Beyrouth et le Mont-Liban, où l'on constate un développement différencié par rapport aux autres régions, la capitale étant une zone-relais historique des échanges entre l'Europe et le marché moyen-oriental (DUBAR et NASR, 1976). L'hégémonie de la bourgeoisie commerciale et intermédiaire s'installe avec la concentration des activités économiques dans le centre (SAFI, 2003). Cette centralisation outrancière sera réifiée par les gouvernements Hariri successifs, notamment à travers la reconstruction du centre-ville, au détriment des quartiers alentours et périphériques de la capitale libanaise.

À propos de cette période « haririste »⁵, Georges Corm parle de néo-libanisme pour désigner cette idéologie de la réussite individuelle, à l'image de la réussite individuelle de l'ancien Premier ministre : « le bien public et la morale collective deviendront ainsi des notions totalement absentes de la nouvelle idéologie de la reconstruction qui s'inscrit dans les courants du néo-libéralisme le plus strict, où l'État et l'action collective ne sont vus que comme des sources de distorsions et de gaspillages économiques, entravant l'efficacité de l'entreprise privée et de l'entrepreneur, nouvelle figure mythique de cette fin de siècle » (CORM, 2005, p. 237-138). La généralisation d'une idéologie du progrès dans les représentations collectives de ce Liban post-guerre, a sans aucun doute contribué à faire de la société Solidere, ce monstre aux traits polis, le symbole de la reconstruction. Mais, forte d'une situation socio-économique et administrative donnant la part belle au clientélisme et à la corruption généralisée (CORM, 2005 ; NEAL et TANSEY 2010 ; EL-EZZI 2003 ; SALHAB 2003 ; CHAKER 2011, 2012), elle put contrer grâce à des arguments irréfutables toute volonté de résistance de la part de ses rares détracteurs. La société devint ainsi le symbole de l'urbanisme nouveau, et fut chargée de la reconstruction du centre de Beyrouth. Pour toutes ces raisons, ce projet de société foncière occupe tout l'espace politique en 1991. Le centre

4-Traité signé le 22 octobre 1989 dans la ville saoudienne du même nom et destiné à mettre fin à la guerre civile libanaise.

5-Nous pouvons situer cette période entre la date de la fin de guerre, 1990, jusqu'en 2005, date de l'assassinat de Rafic Hariri, même si le Liban en paye encore aujourd'hui les conséquences sur le plan économique (accumulation d'une dette colossale) et social (augmentation de la fracture sociale, règne de la corruption à tous les niveaux, accroissement d'un développement humain différencié).

reconstruit de Beyrouth doit être isolé du reste de la ville, et apparaître comme l'égal de Boston, Riyad et Djedda (CORM, p. 240), voire de ce qui commençait à prendre la forme actuelle de Dubai ou d'Abou Dhabi. Il fallait faire *tabula rasa* de l'aspect bazar et casbah « de l'ancien cœur historique de la capitale, à la faveur d'un modernisme urbain, à la fois outrancier et démodé, symbole pour la nouvelle équipe au pouvoir de la restauration orgueilleuse du Liban » (CORM, p. 240).

L'imbrication du Liban dans le néo-libéralisme régional : la stratégie du choc

Un paradoxe s'impose d'abord : cette libéralisation extrême de l'économie (avec l'ouverture aux capitaux locaux et étrangers de pans entiers de secteurs-clés de l'économie, l'impôt sur les bénéfices des sociétés et sur le revenu réduit à 10 %, sur les valeurs immobilières réduit à 5 %, l'absence quasi totale de l'État sur les questions de services publics, les grandes vagues de privatisation, la dollarisation) trouvait sa justification publique dans la volonté d'inscrire le Liban dans le courant régional de modernisation, pour un retour du pays sur la scène commerciale et financière mondiale, et surtout régionale. Or, la morphologie économique du Moyen-Orient a profondément changé en vingt ans. Beyrouth avait bien évidemment perdu de sa superbe à l'issue de ces longues années de guerre civile. Son rôle passé de plateforme d'échanges et bancaire a grandement souffert du retard en termes d'infrastructures. Le pays était de fait désenclavé de l'économie internationale, contrairement aux autres pays de la région. Cette élite libanaise issue des accords de Taëf s'est obstinée à embarquer le Liban dans un virage qui n'était pas des plus faciles à négocier. Alors éprouvée par la situation économique postguerre, la population cherchait davantage un essor économique égalitaire, et non pas centré sur le développement de la capitale. Toute planification, sinon vision, politique et sociale fut sacrifiée à la faveur de cette « réconciliation nationale », menée sur les ruines d'une situation socio-économique désastreuse. L'union sacrée autour de la politique de reconstruction alors en cours était telle, que les voix discordantes furent timides, voire marginalisées. La faiblesse politique du Liban au niveau international – qui fut imposée par les accords de Taëf alors que la situation géopolitique régionale était des plus sensibles – a contribué à faire du pays une victime facile des aléas des conjonctures politiques locales et des jeux de pouvoir plus globaux. De fait, le développement économique et social allait bien évidemment en pâtir, le pays ne pouvant faire autrement que de prêter le flanc aux velléités étrangères. Cette porosité politique allait rapidement se traduire par une perméabilité financière aux exigences et convoitises des pays environnants, notamment ceux du Conseil de Coopération du Golfe (CCG).

La volonté collective de sortie de crise a contribué à favoriser cette union sacrée autour de la dynamique de reconstruction. La logique du « ni vainqueur

ni vaincu » permettait aux Libanais de pouvoir enfin se mouvoir dans le pays en toute sécurité. La reconstruction d'un pays dévasté fut alors une aubaine pour certains protagonistes, aussi bien locaux qu'extérieurs : la promesse d'une manne financière considérable. Pouvait s'appliquer alors ce que Naomi Klein appelle « le capitalisme du désastre » (KLEIN, 2008), ou l'« éloge de la table rase » : c'est l'opération de la part d'intérêts privés consistant à lancer des raids systématiques contre la sphère publique au lendemain de cataclysmes et à traiter ces derniers comme occasion d'engranger des profits. Confortés par le contexte économique et politique d'un Liban pansant ses plaies, la situation éveilla l'appétit de certains : des structures étatiques faibles et réduites à néant après 15 ans de guerre, étaient de nature à attirer investisseurs et entrepreneurs privés. Le paradigme étayé par l'auteure ne peut effectivement s'appliquer que dans un contexte économique dérégulé, libéré des contraintes exercées par l'État de droit. Cette doctrine est inspirée des théories de Milton Friedman qui envisageait de « déstructurer les sociétés et de rétablir un capitalisme pur, purgé de toutes les ingérences – réglementation gouvernementale, entrave au commerce et groupes d'intérêts particuliers » (KLEIN, 2008, p. 80), par un traitement de choc. Une crise économique, un cataclysme écologique ou une guerre violente permettait de passer à cet état, puisque les conjonctures réunissent alors les conditions d'un État désœuvré et d'une population sous le choc. C'est le moment propice pour appliquer ces directives rêvées par l'économiste de l'École de Chicago.

À l'issue de ces longues années de crises et de chocs douloureux, le pays allait entamer l'effort de reconstruction, facteur principal qui a favorisé l'union sacrée autour de la personne de Hariri. Même s'il ne fit pas forcément consensus au sein du peuple et de la classe politique, le Premier ministre s'est accaparé la responsabilité de la reconstruction. La prise en main du centre-ville est la chosification urbaine et architecturale de cette dernière. Homme de pouvoir et d'ego, il avait le charisme (financier et politique) nécessaire pour rallier la majorité des forces politiques autour de son action ; non sans d'âpres négociations et contreparties. Sous l'œil bienveillant du puissant voisin syrien, alors gestionnaire des affaires politiques libanaises dans cette période post-Taëf, l'homme d'affaires libano-saoudien a les coudées franches pour mener à bien ses desseins politiques et financiers.

Profitant du choc d'une guerre civile longue et éprouvante, les éléments constitutifs du « capitalisme du désastre », tels qu'énumérés par Naomi Klein (2008), pouvaient alors s'appliquer : richesse collective cédée au secteur privé, privatisation des services publics, démantèlement des structures de l'État, déréglementation des marchés, impôts réduits au minimum, réductions draconiennes des dépenses publiques, expropriations immobilières sur des zones entières et cédées aux entreprises privées (Solidere au centre-ville) et nouvelle ère d'enrichissement rapide. À l'issue de la guerre, il n'y avait guère

de vision ou de planification économique, mais plutôt une approche affairiste et financière de l'entreprise de reconstruction (CORM, 2005). Opacités des appels d'offre, conflits d'intérêts et corruption généralisée allaient être la marque de fabrique de l'ère Hariri (NEAL et TANSEY, 2010). Le capitalisme d'un désastre local.

Le projet Solidere : un urbanisme du désastre

Comme le rappelle Georges Corm, Solidere a « transformé en zone piétonnière, le centre historique de la capitale, avec son mélange architectural harmonieux de styles arabo-ottoman et franco-italien, [qui] aurait pu devenir une attraction touristique majeure en Méditerranée. (...) La société a dynamité neuf cents immeubles historiques, comme l'ancien commissariat central de la place des Martyrs », ou comme le quartier pittoresque de Wadi Abou-Jamil (entièrement dynamité en 1996) (CORM, 2005, p. 254). Les plans pharaoniques de la Société libanaise pour le développement et la reconstruction ne tinrent jamais leurs promesses. Non seulement la réhabilitation et la reconstruction se sont avérées être essentiellement la réduction à néant de quartiers historiques, mais ces derniers furent remplacés par des immeubles résidentiels luxueux, ainsi que par des bâtiments dont les bailleurs seront des sociétés y établissant leurs bureaux ou leurs commerces. Public bien plus rentable, au vu des prix pratiqués par les expropriations, que la population y vivant déjà :

« Ils pensent pouvoir vendre ces appartements, souvent de grand luxe, à de riches ressortissants des pays arabes exportateurs de pétrole ou à des Libanais ayant fait fortune durant la guerre. Il en résultera un excédent colossal d'un parc immobilier construit de façon anarchique et qui défigure considérablement la beauté des paysages de la côte ou de la montagne libanaises. » (CORM, 2005, p. 254-255)

L'auteur continu : « seuls six ou sept immeubles nouveaux ont été construits sur la superficie confiée à la société ». En 10 ans, Solidere n'a en fait réhabilité qu'une « dizaine de rues, exclusivement peuplées [aujourd'hui] de restaurants et de boutiques » (CORM, 2005, p. 255). Comme le note Kamal Hamdan : sur 1800 immeubles, 375 sont conservés, y compris des églises, des mosquées, des banques, des monuments publics et des hôtels (HAMDAN, 1997, p. 261).

Nous pourrions à raison traduire les volontés qui sous-tendent cette politique de *tabula rasa* par des orientations visant une clientèle particulière en matière de tourisme et d'investissement. Aux alentours du parc immobilier détenu par Solidere, nous assistons aux phénomènes de ségrégation spatiale, d'apparition de condominiums et de gentrification, comme le *Saifi Village*, situé aux limites de la place des Martyrs, en lieu et place d'un espace traditionnel et populaire, *el-balad*, comme l'appellent encore ceux qui ont

connu cette époque. Comme nous l'avons souligné, la classe politique et financière cherchait à repositionner le Liban comme acteur-clé de la région, paradis fiscal aux mœurs plus libérales que ses voisins arabo-musulmans, et plaque tournante du dynamisme économique et financier au Proche-Orient. La *nomenclatura* politique en place prenait seule en mains les rênes de la reconstruction et du partage des nouvelles richesses accumulées. Les clauses de l'accord de Taëf visant la mise en place d'un processus de construction d'une identité commune furent vite envoyées aux oubliettes d'un capitalisme ne jurant que par le profit à court terme. Le regard se tourne naturellement vers les pays du Golfe, perçus comme l'oasis qui allait abreuver le pays d'un flux inextinguible de dollars :

« À l'hégémonie politique syrienne, s'est ajoutée très visiblement une hégémonie économique des pays pétroliers de la Péninsule arabique et de leurs alliés dans la nouvelle classe politique locale. Ceux-ci ne verraient pas d'un mauvais œil la constitution d'un Monte-Carlo arabo-phénicien au bord de la Méditerranée, sur lequel ils auraient la haute main économique et financière à peu de frais. Cela leur amène inmanquablement l'influence politique discrète dont ils savent user à merveille ; en outre, en cas de nouvelles turbulences politiques dans le Golfe, ils auraient enfin un « refuge » sûr et aussi agréable que Monte-Carlo lui-même. C'est évidemment la population libanaise, résidente ou émigrée, qui a été la grande absente du processus actuel de reconstruction. Elle a été avantageusement remplacée, aux yeux des autorités, par les familles royales et grands entrepreneurs saoudiens ou koweïtiens et le rôle très visible que prennent les cinq ou six grandes fortunes libanaises de la même origine que celle du Premier ministre Rafic Hariri dans le projet de société foncière » (CORM, 2005, p. 259).

De fait, « le centre-ville n'est plus la propriété des ayants droit qui l'ont occupé depuis des décennies, voire des siècles, et qui ont incarné sa mémoire sociale » (HAMDAN, 1997, p. 262). Le parc immobilier est détenu par Solidere, « qui est constituée avec un capital de l'ordre de 1,82 milliards de dollars, dont 1,17 milliards sont formés de bien-fonds et le reste de capital liquide nouvellement émis par des investisseurs libanais et arabes » (HAMDAN, 1997, p. 262).

Cette frénésie immobilière ne va pas uniquement toucher le cœur de la capitale, mais va également se répandre dans l'ensemble des quartiers environnants et en périphérie. Les maisons traditionnelles libanaises sont peu à peu rasées, pour laisser place à des immeubles d'habitation de luxe ou d'affaires, à des centres commerciaux ou à des complexes hôteliers, autrement plus rentables qui ne reprennent en rien les caractéristiques traditionnelles de l'architecture beyrouthine : « la machine de propagande et d'influence du Premier ministre et de sa clientèle entraînera par ailleurs des milliers de

Libanais dans une vague de construction immobilières dans toutes les régions du pays, aboutissant à immobiliser un capital important dans ce secteur » (HAMDAN, 1997, p. 262). Il s'agit au contraire de la généralisation d'une architecture moderne mais amnésique faisant abstraction de l'identité architecturale locale.

Dès 1983, la firme d'ingénierie privée, OGER Liban, appartenant au milliardaire Rafic Hariri, s'empresse de prendre possession des espaces ravagés par la guerre civile et d'instaurer un nouveau plan directeur réadaptant le précédent plan de 1977 pour la reconstruction des espaces acquis de la *Ligne verte*⁶. Ce précédent plan directeur promouvait la reconstruction du centre-ville le long des lignes du tissu urbain traditionnel. Il permettait la pérennité de l'*urbanité* et de la convivialité produites par les ruelles labyrinthiques et sinueuses des souks de Beyrouth, tout en y intégrant les constructions planifiées, comme l'amélioration des infrastructures. La connexion avec les souks du centre-ville permettait la contamination de cette urbanité et de la mémoire architectonique accumulée sur des siècles d'histoire, et suggérait la continuité architecturale et urbaine vers un nouveau plan directeur. Mais il n'en fût rien. Les combats faisaient rage, le plan fût oublié.

En 1990, face à la destruction des espaces de la *Ligne verte* et à la fragmentation des droits de propriété, émerge une proposition pour exproprier et rassembler toutes les parcelles du territoire ravagé dans une seule entreprise privée. Ce procédé visait à faciliter et contrôler le processus de reconstruction. La Loi 117 du 7 décembre 1991 donne alors à l'administration municipale les outils juridiques pour constituer et légaliser Solidere, propriété de Rafic Hariri. C'est ainsi que furent confiées à une seule et même société la réalisation de l'urbanisation, la promotion, la commercialisation et la vente de propriétés aux promoteurs individuels ou corporatifs des espaces dévastés de la *Ligne verte* ; entraînant la privatisation totale et incontrôlée de la reconstruction et des opérations de conservation du centre-ville de la capitale. Les espaces dévastés de la basse ville de Beyrouth passèrent sous le contrôle de l'idéologie urbaine arbitraire du milliardaire, qui voyait à travers le potentiel économique des vestiges de la *Ligne verte* le dessein d'un urbanisme de spéculation commerciale. En 1993, 80 % des constructions ont été irréversiblement endommagées, alors que seulement un tiers avait été réduit à de telles circonstances en raison des dégâts causés pendant la guerre civile. Dès 1983 (HADDAD, 2005), la démolition arbitraire par OGER Liban provoqua la disparition totale de certaines des parties les plus significatives du tissu urbain du centre-ville : les souks traditionnels de Beyrouth. Un précieux fragment urbain fût effacé à jamais de la mémoire collective libanaise.

.....
6-*No man's land* faisant office de ligne de démarcation entre les zones musulmane et chrétienne durant la guerre, et qui divisait la ville entre Beyrouth-Ouest et Beyrouth-Est.

Un discours aux faux-semblants

Promouvant la conservation et la rénovation d'une sélection d'espaces historiques notables au milieu d'un urbanisme commercial, Solidere poursuit aujourd'hui son projet d'urbanisation. La société propose la sauvegarde et la réhabilitation de certains édifices archéologiques et espaces urbains que le plan directeur incorpore. Ces espaces décousus du tissu urbain, effacés par les sociétés de constructions de Rafic Hariri, apparaissent comme des pièces isolées sur l'espace désertique et du centre-ville. Les espaces urbains et les édifices architecturaux prévus par le plan directeur de la société foncière sur le territoire désertique du centre-ville viennent imposer, comme un corps étranger, un urbanisme commercial et récréatif. Une entité allogène dans le tissu urbain beyrouthin ; une ville dans la ville ayant absorbée et réduite les éléments historiques existants à des objets, des images, des signes de Solidere.

Pourtant, le discours de la société exprime une volonté de préservation d'un héritage architectural comme étant l'un des principes fondamentaux de leur plan directeur, définissant ainsi la mise en place d'une zone de conservation dans le chantier du centre-ville. La compagnie cherche à faire renaître Beyrouth là où « le passé informe le futur »⁷ promouvant une bienveillance à l'égard du patrimoine architectural dans la conception urbaine de la structure du quartier. L'urbanisme promulgué par la société à l'origine de plus de la moitié des déflagrations irréversibles causées au sein de la basse ville cherche donc à porter l'accent sur la reconstruction du patrimoine historique : en apparence pour la réconciliation du pays, la préservation de l'identité nationale et l'amélioration de la mémoire collective de Beyrouth. La société développe une politique de préservation comprenant une analyse prétendument diversifiée et minutieuse des bâtiments ayant survécus : un processus de reconstruction permettant d'élire la potentialité de récupération des vestiges survivants en vue de leur réappropriation et reconversion au sein du plan directeur. La société identifie 265 structures anciennes à conserver. La valeur de conservation de ces structures se mesure à la valeur symbolique et dans une perspective spéculative à l'état de solidité des bâtis. La majeure partie de la sélection arbitraire de Solidere se situe dans le centre historique de la basse ville autour du quartier de Nijmeh. La société prône la sauvegarde d'un tissu survivant mais cherche également à la combiner avec les influences occidentales pour évoluer vers un « lieu actif, attrayant et efficace. »⁸

Les volontés étaient surtout de redorer le blason, afin d'attirer les capitaux régionaux, en s'empressant de développer un tourisme de luxe attrayant pour les visiteurs du Golfe, et en négligeant complètement et sciemment les services publics de base, tels que les transports publics, pourtant inscrits dans le schéma directeur de 1986 de la région métropolitaine de Beyrouth, qui faisait

7- www.solidere.com « the past inform the future »

8- www.solidere.com « active, attractive, and successful place »

du développement des transports collectifs, « condition *sine qua non* d'une amélioration globale de la mobilité » (RAPPORT D'INFORMATION AU SÉNAT, 2011), une priorité. Cette dernière fut abandonnée par Rafic Hariri – dans une situation de conflit d'intérêt flagrant, puisqu'il était à la fois actionnaire de Solidere et Premier ministre – et son équipe, ne faisant pas des services publics une priorité, puisque le moteur des politiques de reconstruction était, comme nous l'avons vu, la rentabilité à court terme⁹. Ces assauts étrangers ne sont pourtant pas que d'ordre financier, mais également identitaire et esthétique.

La dubaïsation de Beyrouth

Le modèle Dubaï

Dubaï est créée au XVIII^e siècle. Jusqu'au milieu du XX^e siècle, période durant laquelle la ville entame sa modernisation, la principale activité était alors la pêche aux perles. Devenue pôle économique principal dans le Golfe Persique, elle rassemble aujourd'hui près de deux millions d'habitants, représentant la plus importante ville des Emirats Arabes Unis devant la capitale fédérale, Abou Dhabi. C'est sous le règne du multi-millionnaire, l'« Emir-PDG » Cheikh Mohammed El Maktoum que Dubaï va radicalement changer d'aspect pour devenir « la nouvelle icône globale de l'ingénierie urbanistique d'avant-garde » (DAVIS, 2007, p. 10). C'est à travers le « gigantisme » et l'excentricité de ses réalisations que la médiatisation et la renommée de Dubaï se sont opérées. La cité-Etat importe des architectures de « l'extrême » et des idéaux néolibéraux de typologies urbaines décontextualisées tel que les *malls* ou les « communautés résidentielles fermées : *gated communities* » vers un « urbanisme monumental » créé *ex-nihilo* (DAVIS, 2007, p. 10).

Dubaï constitue un ensemble de projets démesurés défiant toutes les contraintes territoriales, à l'instar des *Palm Islands*, ensemble d'îles artificielles représentant le palmier, symbole de la ville. Même les contraintes climatiques n'ont pas empêché la réalisation du *Ski Dubaï*, une piste de ski intérieure d'environ 400 mètres. Ces projets architecturaux extraordinaires et sur-médiatisés regroupant essentiellement des espaces de loisirs et de divertissements sont établis en vue de séduire de nouvelles populations pour la consommation des activités proposées. La ville de Dubaï, sous son aspect d'icône de l'avant-garde technologique, emprunte un système de divertissement semblable aux parcs d'attractions. Ou plutôt, elle est un *park* contenant un ensemble de *parks* indépendants comme le Dubailand (DAVIS, 2007, p. 10).

.....
9- « L'État a été largement instrumentalisé par certains intérêts particuliers », note avec euphémisme le Rapport d'information au Sénat en 2011, pour ne pas utiliser explicitement le terme de « conflit d'intérêts ».

La ville renoue avec le mythe de Coney Island (KOOLHAAS, 2002). Elle érige et sacralise l'*entertainment* comme la concrétisation d'une nouvelle utopie urbaine. Une ville de l'amusement ayant absorbé le meilleur des typologies urbaines, des architectures contemporaines et expérimentales dans un système de réseaux et d'infrastructures hautement performants. Dubaï s'approprie ainsi des modèles d'architecture et d'urbanisme importés tels des objets à placer sur une carte, sans qu'aucune attention particulière ne soit accordée au tissu urbain local. L'idée est d'attirer par la médiatisation du gigantisme (KOOLHAAS, 2002, p. 9), des capitaux, investisseurs, entreprises et un public consommateur d'images de cette technologie du fantasme (KOOLHAAS, 2002, p. 29) en rééditant la performance du début du XX^e siècle de la « station de villégiature » de Coney Island, la « reproduction miniature de Manhattan » (KOOLHAAS, 2002, p. 30). Force est de constater que la mise en place de ces objets requiert la nécessité d'abstraction d'un contexte, ce qui conduit à faire *tabula rasa* de toute structure urbaine existante comme cela a régulièrement été le cas dans les grandes mégapoles chinoises ces dix dernières années. Or, les villes contemporaines sont généralement issues de stratifications et d'imbrications urbaines de différentes époques pour composer de complexes tissus urbains hétérogènes retraçant en ses pierres (RUSKIN, 2010, p. 4) la mémoire des civilisations et de l'humanité.

Dans la machine dubaïote à avaler des architectures, des *styles* (VENTURI et *al.*, 1972, p. 8) et à les transformer en objets caricaturaux, la notion de mémoire architecturale est inexistante. Les réalisations ne représentent qu'« un orchestre de mots et d'images » (REISZ, 2010, p. 40). La médiatisation de Dubaï se matérialise par la mise en scène de son image. Les espaces réalisés et juxtaposés formant le grand *park* de l'*entertainment* du Golfe Persique. « L'image impose la signification d'un coup, sans l'analyser, sans la disperser » (BARTHES, 1957, p. 183), elle devient « une écriture dès l'instant qu'elle est significative ». Elle « ne se définit pas par l'objet de son message, mais par la façon dont [elle] le profère » (BARTHES, 1957, p. 181) : dans notre cas, le gigantisme. Édifiée *ex-nihilo*, cette ville-image s'impose par son absence de mémoire : un corps étranger, sans passé, au milieu du désert.

Las Vegas, ou encore *The entertainment Capital of the World*, matérialise un certain idéal que partage justement l'Emir-PDG de Dubaï. C'est la voie que prend l'architecture récréative de l'*Entertainment*. Des édifices fabriqués pour s'adapter à la perception du visiteur automobiliste à l'échelle et au rythme de la machine automobile. L'ensemble de ces imposantes architectures du divertissement érigent « Las Vegas comme système de communication » (VENTURI et *al.*, 1972, p. 8) là où « l'architecture est neutre car elle difficilement observable depuis la route » (VENTURI et *al.*, 1972, p. 9). La doctrine suivante définit le *leitmotiv* de Sin City : « le symbole dans l'espace avant la forme dans l'espace » (VENTURI et *al.*, 1972, p. 8). À

l'instar de Las Vegas, Dubaï est l'institutionnalisation du *Park* en tant que Ville. L'espace-temps de cette dernière transpose l'Homme « hors des cadres quotidiens » (ORY, 2010, p. 76). De Dreamland à Dubailand, la typologie de la « technologie du fantasme » (KOOLHAAS, 2002, p. 29) n'évolue pas, elle opère comme une doctrine : c'est l'urbanisme assumé de l'image.

La ville-image du spectacle du désert du Mojave, du Golfe Persique ou des provinces chinoises ne projette que « l'extase du faux » (OTTINGER, 2010) et de l'irréel dans la réalité urbaine. Si les images et les mythes sont génériques, les villes-images le sont également. L'image actuelle de Dubaï ne procède d'aucune histoire patrimoniale, la ville forge son identité dans la marchandisation et la publicité de celle-ci, dans cette nouvelle ère du capitalisme. Exemple frappant, le *Shopping Festival* de janvier, qui attire vers les centres commerciaux dubaïotes des millions de régionaux, tient lieu d'équivalent structural de la fête nationale (CUSSET, 2007, p. 57). Le citoyen est avant tout consommateur. Beyrouth illustre à son tour ce grand tournant ultra-libéral : pour fuir son passé, on dessine pour elle et ses habitants un avenir récréatif.

De l'ex-nihilo à la tabula rasa

A travers l'action de sociétés telles que Solidere, ou autres initiatives privées visant à la construction d'hôtels, de *malls*, ou de parcs résidentiels de luxe au détriment des parcelles historiques, Beyrouth prend aujourd'hui en effet cette voie. Or, le paradoxe est évident : alors que l'on crée *ex-nihilo* à Dubaï, on a besoin dans la capitale libanaise de détruire pour construire. C'est ici que le bât blesse. Afficher la volonté ostentatoire de ressembler de plus en plus à cette ville du Golfe Persique engage naturellement les acteurs dans une responsabilité sociétale et civilisationnelle. À l'inverse de « Dubaï (...) [qui] a pour originalité d'être une capitale instantanée apparue (...) à partir de rien » (CUSSET, 2007, p. 55), Beyrouth possède bel et bien une histoire. Au contraire de la cité levantine, à Dubaï, « tout ce que la cité aligne de superlatif, (...) n'y procède d'aucune histoire, d'aucun substrat social, d'aucune étape transitoire » (CUSSET, 2007, p. 57).

Ignorant la préciosité et la rareté du tissu urbain beyrouthin, Solidere efface de la mémoire collective libanaise les labyrinthiques ruelles ainsi que l'urbanité des traditionnels souks du centre ville de Beyrouth. Ces souks disparus et ayant pris l'apparence d'un vague souvenir ne pourront bientôt plus être remémorés et tomberont à jamais dans l'oubli. Ainsi, l'apparition spontanée de la générique ville-image ne se manifeste pas uniquement au milieu d'un désert, à l'instar de Dubaï. Elle se réalise également au sein des centres historiques des complexes tissus urbains des villes bordant la Méditerranée. La diversité de ces compositions urbaines est le fruit de stratifications parfois millénaires comme c'est le cas au Liban, à Beyrouth.

Riche de l'accumulation des traces d'un passé se déployant sur plus de 2000 ans, la ville devient capitale en 1920. S'ensuivront des années de prospérité où la ville sera reconnue, dans la région, comme centre intellectuel et culturel, et destination touristique majeure. C'est par ce raccourci que la compagnie de Rafic Hariri présente le front de mer de Monte-Carlo comme l'un des exemples à suivre pour le futur centre de Beyrouth. Cette vision fétichiste révèle le contraste entre la réalité urbaine et l'orientation idéologique de l'identité moderne définies par les ambitions spéculatives des velléités de Solidere. Elle affirme protéger la mémoire collective en conservant quelque monuments, tout en ignorant le contexte duquel proviennent ces constructions. Elle a absorbé les constructions sélectionnées pour se les réapproprier dans son urbanisme récréatif du spectacle des images. Sa vision urbaine a reconstruit une image de la ville à travers une histoire nationale convenablement adaptée. Malheureusement, l'approche conceptuelle, dite « contextuellement sensée »¹⁰, qu'elle promeut a tendance à se référer littéralement à des signes idéalisés de l'héritage colonial libanais issus de l'Empire ottoman ou de la France. Ce qui a pour conséquence d'outrepasser les relations dynamiques qui pouvaient émerger entre tradition locale et modernité. L'illusion du projet de reconstruction est spécifiquement réalisée sous les termes visuels de la façade et de l'apparence. Avec le façadisme, « le devenir-décor des cités du futur n'épargne pas les villes du monde ancien » (OTTINGER, 2010, p. 31).

Cette illusion théâtrale correspond au « résultat d'un processus de transformation, d'intervention scénographique, dont la prétention est de recréer artificiellement un paysage urbain [...] qui répond à une interprétation particulière des intérêts touristiques [...] » (BERNAL SANTAOLLA, 2001, p.79), visant essentiellement les Pays du Golfe, adeptes du luxe et du grandiloquent. Le façadisme fragmente et dissout la mémoire architecturale quelque soit la nouvelle fonction de l'édifice éventré et dépouillé. Le processus Solidere de rénovation s'identifie comme une vulgarisation des formes traditionnelles de l'expression culturelle et une marchandisation dans la consommation du *Kitsch*¹¹ si répandue dans le paysage urbain post-guerre civile. Le dit processus de sauvegarde du patrimoine entraîne la transformation de ces objets culturels – orphelins du contexte les ayant engendrés – en produits triviaux et populaires du spectacle de la consommation.

.....
 10-www.solidere.com « contextually sensible. »

11- Le *Kitsch* est une esthétique de l'inauthentique, du superflu, des décorations excessives et tautologiques. Son concept est lié à l'industrie de consommation de masse. D'après Greenberg c'est un « succédané de culture [...] destiné à une population insensible aux valeurs culturelles authentiques, mais néanmoins avide de ce divertissement que seule la culture, sous une forme ou une autre, peut offrir ». Voir Clement Greenberg (1939), *Avant-garde and kitsch*, Partisan Review.

Le *Kitsch* se nourrit de l'amnésie collective et du désir omniprésent de spectacle. Suite à la désertification de la *Ligne verte* par les entreprises de construction de Rafic Hariri, l'urbanisme alors promu offre un accès direct aux attractions de l'*Entertainment* global. Au sein du *Park*, la conservation des monuments beyrouthins offre une perte des repères historiques. Devenues signes, ces pièces architecturales sont adaptées et reconverties au sein du plan. Isolées et déconnectées du continuum mémoriel du tissu urbain effacé, ces constructions sont transportées vers le *Kitsch* de *Solidereland* : un nouveau zoo gentrifié du spectacle. Le projet prétend créer une ville moderne qui puisse répondre aux aspirations de la société libanaise de récupération de son identité nationale. La nostalgie provoquée par le traumatisme des traces de la *Ligne verte* est ici appropriée et déviée comme un outil de rentabilité économique. Le marketing de la vision post-traumatique de la guerre civile promeut une conservation limitée à l'icône du pastiche et de l'esthétique de la surface. Promouvant le retour d'une identité libanaise avec ses rénovations, la société foncière ne fait que théâtraliser dans « l'extase du faux » (OTTINGER, 2010, p. 30) des images caricaturales d'un idéal patrimonial arbitraire d'aspirations récréatives. Après avoir effacé de la mémoire libanaise les vestiges morcelés de la *Ligne verte*, elle cimente la dé-contextualisation du centre-ville avec le tissu urbain environnant. On fuit un passé trop marqué par le souvenir douloureux d'une longue guerre civile destructrice, pour se réfugier dans un présent libéré de toute marque identitaire : immeubles résidentiels et hôtels de luxe, ghettos de riches, *malls* : froids, impersonnels. Les marques distinctives, peut-être vues comme trop communautaires, sont neutralisées par une vaste entreprise de reconstruction composée d'actionnaires, d'hommes d'affaires et d'architectes internationaux.

Le nouveau souk de Beyrouth est un dérivé du procédé de construction récréative opéré dans les villes de l'*Entertainment*. Le souk de Solidere retrouve ainsi sa définition originelle dans le projet du *Dubaï Marina Mall* qui s'inspire, lui, des anciens souks de Dubaï (OTTINGER, 2010, p. 31). La création du nouveau souk de Beyrouth a été programmée par le plan directeur commandé par la société pour combler le vide produit par l'annihilation de l'ancien souk, rasé en 1982. Il n'est aujourd'hui en réalité qu'un dérivé du *mall*. Un espace fermé et indépendant dédié aux loisirs de la consommation où les signes du *packaging* (VENTURI et al., 1972) se rencontrent par milliers à Beyrouth, comme à Dubaï.

La rupture avec le lourd héritage culturel libanais est frappante. La capitale a connu des invasions successives, depuis les Phéniciens jusqu'à l'époque moderne. Les nombreuses civilisations qui sont passées par le Levant ont laissé d'innombrables traces, qui composent aujourd'hui ce que l'on pourrait intégrer dans le projet d'érection d'une identité libanaise, ou la *libanité*. Des traits culturels, notamment le style architectural des maisons traditionnelles

libanaises, composent une cohérence historique et patrimoniale à laquelle l'ensemble des Libanais, toutes confessions confondues, peuvent s'identifier. À l'inverse, Dubaï, telle que François Cusset la décrit, présente des traits post-humains, qui illustrent une dichotomie culturelle avec la cité levantine :

« Dubaï est passé directement, en moins de trois décennies, du [comptoir de pêcheurs] à la ville-monde », et n'a aboli le commerce d'esclaves qu'en 1963. Entre le village bédouin et la ville-concept, n'a pas eu lieu à Dubaï ce que les occidentaux appellent l'« âge moderne », ou « modernisme » : « phase d'expansion socio-économique et de crise politique (...), phase de l'urbanisation et du béton de masse, de l'économie industrielle et des luttes sociales, des nationalismes et des avant-gardes culturelles (...). Une ère de conflictualité radicale et de dialectique (...). De tout cela (...), aucune trace dans la capitale économique des Emirats arabes unis : pas de société, au sens moderne du mot, mais un réseau de bulles hôtelières et résidentielles ; pas de sens critique selon l'acception moderniste, mais l'observance de règles (religieuses et policières) et l'infinie fantaisie marchande ; pas de nation ni de dialectique identitaire, (...) mais la seule frénésie économique » (CUSSET, 2007, p. 54-55).

On ne pourrait alors que s'étonner du paradoxe imposé par une vision affairiste, élitiste et impersonnelle de la reconstruction de Beyrouth post-guerre, aux dépens d'une planification concertée avec l'ensemble des partenaires sociaux et de la société civile, véritables propriétaires de la ville. Bien au contraire, ces territoires et tissus urbains, qui peuvent être une réification d'une identité commune, sont aujourd'hui mis à mal par le non-respect systématique de l'héritage architectural par les constructeurs et promoteurs immobiliers. Comme le rappelle Serge Yazigi (2007) : « l'adhésion à l'identité nationale, le sentiment d'appartenance nationale ou provinciale se définit aussi par des contacts sociaux, physiques et immatériels, par des processus interactifs localisés engageant des acteurs, par des expériences concrètes des lieux. » Ainsi, l'interaction sociale est réglée par une sorte de médiation scénique, spatiale et territoriale. Dans notre contexte, d'aucuns n'hésitent lorsque, pour engranger davantage de profit, il leur est besoin de raser un lot de maisons anciennes¹², voire de déplacer ou d'ensevelir des vestiges archéologiques¹³, qui seront remplacés par des projets de

12- Comme le projette de faire la société *Abu Dhabi Investment House* afin de réaliser le projet résidentiel de Beirut Gate en lieu et place d'un tissu urbain et architectural déjà présent entre la Place des Martyrs et le quartier de Wadi Abou Jamil.

13- Comme en atteste l'exemple frappant du scandale du port Phénicien (cales sèches) qui a été découvert dans la région de Minet-el-Hosn au centre-ville de Beyrouth : une agence immobilière, « Venus Real Estate Development Co. » souhaite ériger en lieu et place des vestiges archéologiques trois grandes tours sur ce même terrain (lot n° 1398) vendu par Solidere, projet qui s'étendrait sur 7510 m², et dont les frais s'élèvent à 500 millions de dollars américains, selon le site Internet de l'agence (il est toujours interdit au public ainsi qu'aux

complexes hôteliers, commerciaux ou résidentiels. La ville accueille pourtant un ensemble archéologique riche et varié. Stratifié dans l'ensemble urbain beyrouthin, ce dernier est mis à l'écart et parfois oublié ou tout simplement ignoré. Les vestiges antiques ont été adaptés isolément dans un catalogue arbitraire comme des objets d'arts exposés dans une perspective touristique et commerciale, dans le projet du *Park Solidere*. Alors que, pour reprendre vie, ils devraient être considérés comme des lieux pratiqués et ressentis.

L'état urbain et social de la ville ressemble aujourd'hui de plus en plus à un néant axiologique et spatio-temporel d'où procèdent le génie entrepreneurial et la frénésie consummatrice, dans une indifférence totale à la chose publique. Ces termes sont utilisés par François Cusset (2007, p.55) afin de décrire Dubaï. Nous remarquons malheureusement qu'ils s'appliquent sans peine à l'heure actuelle au contexte beyrouthin. Cet urbanisme que l'on retrouve sous une nouvelle actualisation dans le projet de *Solidere* tend vers l'anesthésie et l'absence. Or, comme le rappelle Wallace Stevens (1972, p. 87), « les incessants nouveaux commencements conduisent à la stérilité ». Suite à la guerre, les habitants ont vu naître un corps allogène dans la ville. Dans le désert créé par la société foncière, s'est développé un urbanisme posthume ignorant toute connexion avec le tissu environnant et imposant la vision « haririste » du renouveau libanais. Cette hégémonie se sacralise comme un symbole par l'édification de la mosquée¹⁴ commandée par l'ex-Premier ministre et s'imposant comme une autre pièce architecturale isolée et libérée de tout contexte urbain dans le désert qu'il a lui même produit :

« La construction d'une nouvelle immense mosquée sur la place des Martyrs a été jusqu'ici le geste architectural le plus extravagant. La construction de la mosquée a été prise en charge directement par Hariri. Avec son imposant dôme et quatre minarets, elle défie les modestes typologies des structures religieuses historiques libanaises [...] introduit une échelle impériale à ce genre d'architecture qui confond religion et régime¹⁵ » (STANTON, 2007).

.....
 archéologues de visiter tout site archéologique découvert au Centre-ville de Beyrouth). Les promoteurs étaient sur le point d'ensevelir le site, jusqu'à ce que fuite l'information de cette découverte unique en son genre (An-Nahar, article du 8 avril 2011, Al-Akhbar, article du 21 octobre 2011, <http://libnanews.com/2011/11/02/premier-port-phenicien-de-beyrouth-du-ve-s-av-j-c-deterre-pour-etre-probablement-enterre-a-jamais> et <http://beirutphoenicianharbor.wordpress.com>).

14- Comme nombre d'édifices construits au centre-ville, la mosquée est située sur des vestiges archéologiques, celles de la Faculté de Droit du temps des Romains, sur un *Cardo Maximus*.

15- « The construction of a new, enormous mosque on Martyr's Square has been the most extravagant architectural gesture so far. The mosque's construction was taken over directly by Hariri. With an imposing dome and four minarets it defies the modest typologies of historic Lebanese religious structures and, along with another huge in Hariri's home town of Saida, introduces an imperial scale sort of architecture which confaltes religious and regime. »

Comme le note précisément le Rapport au Sénat (2011) sur l'état urbain de Beyrouth post-guerre : « ce projet s'est donc radicalisé en faveur d'une modernisation qui ne prenait plus en compte les enjeux liés à la préservation de l'héritage urbain. L'architecture moderne, la densification des fonctions commerciales, économiques et touristiques au détriment des quartiers de patrimoine et au détriment des anciens propriétaires se sont ainsi développées ».

Les espaces publics entre disparition et privatisation

Comme l'explique Walid Safi (2003), les responsables politiques de la Deuxième République n'ont pas su construire des institutions capables de maîtriser le marché ni d'établir de nouvelles méthodes de gestion du social. Ces inégalités sont accentuées par le système politique en place qui a grandement contribué à leur montée, ce qui peut menacer la cohésion sociale dans une société multi-communautaire comme le Liban. Les citoyens se retrouvent non seulement poussés à la marge des décisions politiques et économiques, mais également hors des espaces publics qui devraient leur revenir de droit.

Une allégorie forte significative de cette folie destructrice est l'avenir du *Dome City Center*, ou ce que l'on appelle communément l'« CEuf ». Construit entre 1965 et 1968 par l'architecte libanais Joseph Philippe Karam, il était à l'origine un cinéma. Situé au milieu du projet Solidere, il a ponctuellement accueilli des événements artistiques (expositions, concerts...) jusqu'en 2010. Il fut vendu par la société foncière à l'*Abu Dhabi Investment House*, société d'investissement basée dans la ville du même nom. Elle projette aujourd'hui la destruction de ce qui reste le symbole d'un certain modernisme architectural libanais d'avant-guerre. Le tort du Dôme est malheureusement de faire partie d'un parc immobilier et d'un portefeuille financier d'acteurs étrangers cherchant davantage le profit, que la préservation du patrimoine national. Au milieu de l'univers rétrospectif de Solidere, où « près de deux milles bâtiments ont disparu » (STANTON, 2007, p. 87) et où « mosquées, églises, maisons druzes et une synagogue siègent désormais isolés », l'CEuf soulève la véritable nostalgie de certains Beyrouthins et la nécessité de préserver une mémoire au milieu de l'invention du passé du *Park Solidere*. L'ancien cinéma ne figure aujourd'hui sur aucune liste officielle qui lui garantirait sa préservation.



Photo 1 : « L'Œuf », crédit photo : Flaminia Paddeu, Janvier 2012

L'« Œuf », anciennement nommé le *Dôme City Center*, est considéré comme « le monument à la dévastation du centre-ville » (SAOUMA, 2009). Ce cinéma est conçu en 1965 par l'architecte Joseph-Philippe Karam. Cet édifice marque la fin du modernisme libanais débuté peu de temps après la proclamation de l'indépendance du Liban, et qui s'émancipa tout au long des années 1950. Aujourd'hui, les vestiges du cinéma symbolisent une certaine idée de la résistance culturelle des Beyrouthins face à un urbanisme impersonnel. Beaucoup de constructions de Karam furent détruites durant la guerre civile, et la poignée restante est en train de disparaître petit-à-petit au profit de projets de haut-vol, tel l'immeuble *Gondole* (dans le quartier de Raouché, Beyrouth ouest), démoli en 2004.

En réaction à la volonté des investisseurs émiratis de détruire l'« Œuf », une dynamique s'est créée au sein de groupes de personnes et d'associations¹⁶ soucieuses de voir disparaître un symbole architectural du courant moderniste d'avant-guerre. Mais derrière cette cause, il s'agit surtout d'une lutte pour la préservation au sens large de l'héritage culturel libanais, négligé depuis ces dernières décennies. S'est ajoutée aux destructions causées par la guerre civile, cette frénésie immobilière de destruction-reconstruction de la part d'investisseurs souvent étrangers, ne se souciant guère de préserver ce qui tient lieu de ciment identitaire dans un pays où les individualités et les clans priment sur le sentiment d'appartenance collective. Ces derniers sont renforcés puisque l'avenir d'un tel monument n'est plus entre les mains des Libanais, mais de capitaux extérieurs aux desseins hasardeux quant à la préservation du site, voire à son intégration dans un projet architectural local. Comme en déduit de la même manière le magazine *Executive*, en août 2009 : « Solidere a vendu le

16- Des associations comme *Protect Lebanese Cultural Heritage* ou *Occupy Solidere* mènent régulièrement des actions de sensibilisation sur le terrain et sur Internet.

terrain sans aucune protection légale ou incitation financière pour la sauvegarde de l'« CEuf », ce qui veut dire que sa destruction est presque inévitable ». Le *Dome City Center*, comme nombre de lots immobiliers, n'est pas protégé par la législation libanaise. Solidere s'en est accaparée, puis l'a vendu à des acteurs émiratis, sans que l'État n'ait son mot à dire, quand bien-même il l'aurait voulu. Son avenir n'est plus entre les mains de la majorité silencieuse. Comme c'est le cas de l'ensemble du patrimoine historique beyrouthin : « l'acteur public à cette période reste peu directif et les opportunités de l'après-guerre renforcent surtout les initiatives privées et les pratiques individuelles et collectives à travers notamment le redéploiement commercial dans l'agglomération selon une logique libérale » (RAPPORT AU SÉNAT, 2011).

Comme à Dubaï, les centres commerciaux, ou *malls*, sont pensés et planifiés comme des espaces publics, alors qu'ils ne sont que des lieux de consommation. Leur nombre et leurs superficies sont démesurés par rapport à la taille de la ville, et apparaissent comme trop à l'étroit, entre maisons anciennes et circonvolution de ruelles. C'est le cas de l'*ABC*, *mall* géant s'élevant au milieu du quartier d'Achrafieh. Les ingérences et investissements étrangers sont ressentis jusque dans les pierres de l'environnement bâti. L'Hôtel Habtoor, avec son extension en centre commercial, à Sin el-Fil (aux abords de Beyrouth) et la zone de Ain Mreisseh sont l'expression la plus évidente visuellement de la façon dont le capital du Golfe transforme le Liban, dont les grandes quantités de capitaux étrangers permettent le développement massif d'acier et de verre, en effaçant l'architecture précédente, principalement d'héritage ottoman et français (EXECUTIVE MAGAZINE, 2009) et en défigurant le paysage :

« On assiste à la mise en œuvre de politiques sectorielles aujourd'hui à Beyrouth qui résultent de ce jeu d'acteurs où la planification n'est pas réellement prise en compte. Il s'agit de projets qui ne sont pas forcément en lien les uns avec les autres. Les projets démesurés qui en sont issus, résultent de ce type de fonctionnement et ne permettent pas de créer une cohérence au sein de la métropole » (RAPPORT AU SÉNAT, 2011).

De fait, nous observons le recul et la disparition des espaces publics et de la porosité traditionnelle entre les différents éléments de la ville. Il s'agit aussi de leur privatisation : les clôtures apparaissent petit-à-petit. Rares sont les espaces où le flâneur a la possibilité de s'aventurer librement. La circulation piétonne se limite paradoxalement à l'anarchie urbaine organisée par cette non-ingérence des institutions officielles, qui prônent le laisser-faire. Les initiatives sont donc laissées à la seule discrétion des sociétés et intérêts privés, qui ne recherchent certes pas à développer un projet urbain durable, mais plutôt la rentabilité à court terme.

Un exemple illustrant la privatisation des espaces publics est la clôture en métal qui entoure aujourd'hui le bâtiment de l'Électricité du Liban, dans le

quartier de Mar Mikhael, situé à l'est de Beyrouth. Ce qui était auparavant un parvis ouvert au public, où le passant pouvait s'aventurer à proximité de l'entrée principale de l'immeuble ou s'asseoir sur les bancs près d'une fontaine, est aujourd'hui « protégé » par cette grille. Si la forme de l'espace public contribue surtout à contrôler les mouvements des citoyens, il s'agit surtout ici de la systématisation du contrôle spatial des usages sociaux et des populations. Si, comme le rappelle Bruno Lonchamp (2011), « l'émergence d'une œuvre dans l'espace public est le fruit de plusieurs choix, de plusieurs modes opératoires du pouvoir, de négociations, d'explications, d'échanges », ces derniers sont devenus hors de propos dans la Beyrouth contemporaine. Ou plutôt, ils penchent constamment en faveur des intérêts des institutions dépositaires du pouvoir, au sens foucauldien : l'État – lorsqu'il a encore droit de cité –, le monde du privé, ou bien une conjugaison des deux. Or, dans notre cas présent, le secteur public est le plus souvent condamné au recul. Sans parler du conflit d'intérêts, facteur intrinsèque au phénomène de corruption que l'on peut observer de manière très fréquente dans les pays en voie de développement en général, et au Liban en particulier¹⁷. Surtout lorsque le fonctionnement effectif de la Deuxième République libanaise a été pensé de sorte à préserver l'opacité en ce qui concerne lesancements des appels d'offres et l'attribution des projets. Un autre exemple éloquent est le cas du Bois des Pins interdit d'accès aux Libanais, officiellement pour des raisons de sécurité¹⁸, mais ouvert sous conditions aux étrangers (visites sous escorte, tout de même).

L'état du centre-ville est inquiétant identitairement et culturellement : la « dérive sécuritaire », ajoutée à la perte de richesse sémantique des tissus urbains traditionnels, a contribué à une « aseptisation » d'un espace unique en son genre à Beyrouth, ainsi qu'à la perte d'une grande partie de sa signification en termes de mémoire collective (YAZIGI, 2007). Les priorités des institutions officielles ont été concentrées sur des travaux d'infrastructure, négligeant de fait les espaces d'échanges et de rencontre. L'auteur continue : « certains projets de rénovation de parcs urbains existants ont vu leur budget se réduire, suite à la crise économique qui a débuté en 1997, rendant de fait caduque toute opération d'envergure », ce qui est un exemple des volontés affichées de ne tenir compte dans les projets de reconstruction et de rénovation que de ce qui est calculé comme rentable à un moment donné (puisque'il s'agit surtout d'entreprises privées cotées en bourse comme Solidere), sans tenir

17- Voir à cet effet l'article de Mark Neal et Richard Tansey (2010, op.cit.). Extrait : "Given the historically rooted nature of state corruption, it could be argued that a Lebanese prime minister could only rebuild Beirut's post-civil-war town center, airport and highway system by engaging with the established web of corruption. In essence, it was an unavoidable and required part of doing the dirty work of being prime minister. Rafik Hariri certainly fits this characterization." (p. 37)

18- Il est situé sur la *Ligne verte*.

compte de l'aspect « identitaire » ou de la notion de « bien collectif » du mobilier urbain.

Quelle typologie alternative ?

Un centre-ville ne peut s'identifier sur un seul espace homogène, au contraire de ce qu'a imaginé Rafic Hariri en attribuant à des intérêts privés les espaces profanes de la *Ligne verte*. C'est, au contraire, l'ensemble des membranes de la ville qui produit l'unité des Beyrouthins, et l'ensemble des spécificités religieuses, culturelles, historiques qui définissent l'unité de la capitale.

Beyrouth en tant que projet de vitalité urbaine...

L'identité libanaise est la cohérence de ce corps territorial avec toutes ses particularités hétéroclites et complexes qui possèdent un lien avec le lieu : « aucun élément pris isolément dans une ville n'est, en vérité, le pivot. Le mélange est le pivot, et son soutien mutuel est l'ordre¹⁹ » (JACOBS, 1961, p.376). Les édifices qui s'effacent tour à tour sont des parties qui sont amputées du corps de la ville. Perdant petit à petit son authenticité, sa mémoire, son identité, elle tend vers l'amnésie. L'édifice primitif de l'« Œuf » a résisté à quinze ans de guerre civile et aux vingt ans d'urbanisation de Solidere pour arriver à son état actuel de forteresse anachronique sur la place des Martyrs. Dans le contexte d'homogénéisation mondial, les vestiges de la guerre civile apparaissent comme des bunkers de résistance (VIRILIO, 2008) de la mémoire collective.

La vitalité de la ville s'établit à travers les interactions quotidiennes des habitants. Ces dernières, simples et régulières, forment les dynamiques singulières permettant la continuité des mémoires collectives des différents quartiers de Beyrouth. Afin de préserver cette mémoire, les citoyens devraient pouvoir participer aux décisions quant aux politiques urbaines, et ce, à une échelle plus humaine de la ville, comme celle des quartiers et des rues. *In situ*. Les habitants, avec les exécutants, doivent participer et décider ensemble des nécessités immédiates et futures pour la pérennité des traditions et cultures locales, et la mémoire des quartiers. Les bâtiments sont à protéger contre la « normalisation des cultures au détriment de leurs différences » (CHOAY, 2009), à travers le métier d'architecte qui est un métier de dialogue. L'architecture a une fonction anthropologique. Les formes du passé, à travers toute la ville, forment un corps vivant, une mémoire collective qui a évolué à travers les âges. C'est son unité : « le dessin de notre environnement bâti active aussi une mémoire générique, qui se rapporte non à un groupe spécifique, mais à une caractéristique humaine universelle » (CHOAY, 2006).

.....
 19- « It is fruitless, however, to search for some dramatic key element or kink pin which, if made clear, will clarify all. No single element in a city is, in truth, the king pin. The mixture is the king pin, and its mutual support is the order. »

Travailler à une échelle plus humaine, autrement dit, micro urbain, en dialoguant de manière continue avec les populations des différents quartiers, permet de retrouver ou d'affirmer une identité collective à une dimension macro. C'est aussi à travers un échange intime et permanent entre les habitants et des architectes – comme acteurs de proximité – que l'altérité et l'identité collective pourront s'affirmer. La pluralité des cultures et traditions des différents quartiers de Beyrouth forme une unité identitaire. En participant au développement de la ville à des microéchelles, les populations, au travers d'initiatives participatives, peuvent tendre à s'appropriier les lieux et les faire apparaître autrement. Transformer ces derniers en espaces culturels et ludiques éphémères et/ou réguliers peut être une stimulation nécessaire aux besoins des populations d'un quartier (comme l'improvisation de cinémas en plein air²⁰, concerts de quartier, ou autant d'événements et initiatives culturels ou simplement locaux, voire même relevant du quotidien, tels des marchés en plein air, qui amèneraient une cohabitation continue et régulière).

Une *guérilla* urbaine pour une appropriation pérenne, ponctuelle, continue des espaces urbains délaissés, ignorés, absents, oubliés de la ville, doit s'engager. Redonner une vitalité par une stimulation créative dans les espaces désertés. C'est dans l'appropriation et la participation des habitants que les Beyrouthins pourront ralentir la progression de l'amnésie urbaine produite par l'effacement régulier des édifices et espaces de la mémoire de la ville, des vestiges du passé, des archéologies contemporains et antiques. La matérialité des pierres porte en elle la mémoire urbaine de la cité. Ces espaces ont besoin d'être lus comme des livres retraçant l'histoire par la stratification. La participation des populations aux activités de la ville permet non seulement un dialogue dans la verticalité avec les administrations de quartiers, mais également dans l'horizontalité entre les populations elles-mêmes au sein d'un même ou différent quartier. Ces interactions sont nécessaires pour stimuler leurs dynamiques urbaines, ainsi que celles de la ville. La mobilité urbaine, bus ou tramway, entre les quartiers, doit se décider essentiellement entre les habitants de ces espaces. Ce sont les différentes dynamiques et vitalités urbaines des quartiers de Beyrouth qui forment le corps complexe de la ville.

.....
20- Une telle initiative existe déjà annuellement à travers un collectif d'artiste, qui, trois nuits durant, projette des courts-métrages sur l'Escalier Saint-Nicolas, dans le quartier de Mar Mikhael. Les marches de l'escalier sont transformées en gradins, et l'image est projetée simultanément sur un écran, sur le sol, ainsi que sur les façades des immeubles situés de part et d'autre, grâce au concours des riverains. <http://cabrioletfilmfestival.com/>



Photo 2 : « Le cimetière de bus », crédit photo Pedro Gonçalves, juillet 2008

Cimetière de Bus de Beyrouth, situé dans le quartier de Mar Mikhael. Sur les 250 bus mis en service en 1997 fournis par la SEMVAT (ancienne société toulousaine des transports publics), sous l'égide de la Région Midi-Pyrénées, à L'O.C.F.T.P (Office des Chemins de fer et Transport en Commun), seule une trentaine circule encore aujourd'hui. Le cimetière de bus représente la décadence des transports en commun suite à la guerre civile. Les transports collectifs s'évaporent vers les transports privés. Le privatif domine, des minibus privés viennent emprunter les lignes de bus. Là où des tramways, chemins de fer, et bus participaient à la dynamique urbaine de Beyrouth depuis le début du 20^e siècle, ne subsistent aujourd'hui que les vestiges des carcasses des transports en commun dans des cimetières de machines (gare et trains abandonnés, bus délaissés)²¹.

... et de mémoire collective

La casemate (VIRILIO, 2008) beyrouthine doit se mettre en marche. L'appropriation des édifices bombardés et la pérennisation de leurs vécus,

.....
 21- Voir « Beyrouth transports », documentaire (52 minutes) coproduit par Ana Films / les films de la castagne / Lapilli Films/ TLT / Alsace 20. Diffusé le 26 décembre 2011 à 23h30 sur Alsace 20. Réalisation et image : Aidan Obrist. « À côté du récit de la disparition graduelle des transports publics au Liban, des personnages originaux nous font visiter leurs souvenirs. Une vieille dame, un compositeur, un chauffeur de taxi, une photographe, un cheminot... Ils vont, viennent, déménagent, cherchent, se croisent... Tous semblent vivre dans un passé-présent, baigné de rêves, de fantômes, de regrets parfois... Leurs émois chaloupant laissent entrevoir « l'identité complexe d'un pays qui se situe entre nostalgie et reconstruction, un pays qui donne autant envie de rester pour toujours que de partir à jamais... ».

à travers une vision anthropologique de leur architecture, permettent la continuité et l'évolution de la mémoire urbaine collective par la perspective du dialogue. La mémoire collective est multiple, dans les débris visibles et invisibles de la ville. C'est aux habitants de s'émanciper et s'approprier les espaces de leurs quartiers pour que perdure un fragment de l'ensemble urbain. Ce sont ces fragments, appropriés, utilisés et revitalisés qui contribuent à former l'identité collective. L'exemple du parc urbain archéologique de l'*Agora* d'Athènes est à ce titre significatif. Les vestiges sont présents au milieu d'un parc et pérennisent de fait la mémoire culturelle universelle et exceptionnelle de l'espace de l'*Agora*. À Beyrouth, le manque d'espaces de loisirs naturels et de parcs se faisant ressentir, la préservation des vestiges archéologiques anciens ou contemporains peut offrir l'opportunité de faire apparaître squares, parcs et espaces de socialisation à l'échelle des quartiers et de la ville. Ces espaces gratuits et ouverts, sous la bienveillance et la protection des populations des quartiers, peuvent apparaître comme de nouveaux espaces publics communs, ludiques et dynamiques. Autrement dit, la mémoire collective du quartier entretenue par ses habitants eux-mêmes. Et pour ainsi « comprendre la ville non plus comme objet d'art, mais comme théâtre de l'histoire », comme lorsque Yannis Tsiomis (2006) se référait à Athènes : « l'architecte intervenant dans la ville doit être un historien intuitif, tandis que l'archéologue, historien de la ville, est ou doit être un architecte ou un urbaniste d'anticipation et de rétroaction en même temps » (TSIOMIS, 2006). La mémoire architectonique des époques passées peut être alors ressentie si l'on pratique ces espaces.

Intégrer son espace vital, c'est passer du statut de consommateur, voué à un destin social de consommation, donc assigné à une morale d'esclaves (jouissance, irresponsabilité, immoralité) opposée à une morale des maîtres (responsabilité et pouvoir) (BAUDRILLARD, 1972, p. 56), à celui de citoyen. L'individu, débarrassé de sa conscience de classe, est enfermé dans son rôle de consommateur et n'est donc plus en mesure cognitive d'exercer son devoir et son droit de citoyen. Il est « [destiné] à la consommation, et à s'y résigner triomphalement comme au signe même de [sa] relégation sociale, pour qui la consommation, la profusion même des objets et des biens marque la limite des chances sociales, celui pour qui l'exigence de culture, de responsabilité sociale et d'accomplissement personnel se résout en besoins et s'absout dans les objets qui le satisfont » (BAUDRILLARD, 1972, p. 56).

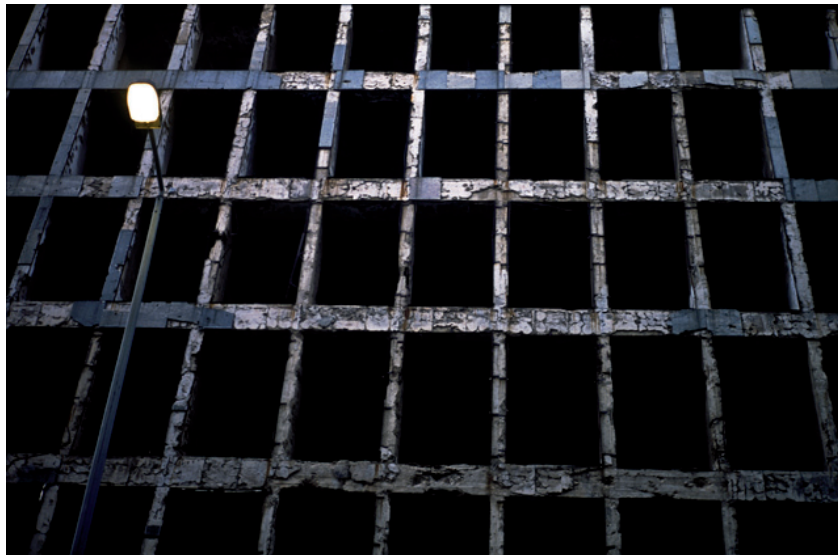


Photo 3 : « *Memory of the civil war* », crédit photo: Pedro Gonçalves, Juillet 2008

Ancien bâtiment de la Sécurité Sociale situé sur l’avenue Bechara el Khoury qui longe Bachoura. L’édifice marque les scarifications de la guerre civile. Elles sont une réification de la mémoire collective libanaise et rappellent les destructions causées par les combats. C’est une archéologie contemporaine que l’on pourrait valoriser à travers, par exemple, l’appropriation participative par des événements culturels ou populaires, pouvant permettre à ces édifices martyrs de se pérenniser dans la sémantique de la ville.

Conclusion

La *dubaisation* n’est pas seulement une rupture urbaine ou esthétique, elle est également celle de la population. La rupture, cette fois politique, avec certains amendements de l’accord de Taëf a été quasi-immédiate, et ce à deux niveaux. Jamais les dispositions concernant la dé-confessionnalisation progressive ne furent appliquées, ni celles concernant la mise en place d’une planification politique visant à réduire les disparités socio-économiques. Bien au contraire, jamais l’esprit d’appartenance communautaire et clanique n’a autant primé sur le sentiment d’appartenance nationale. De même, le fossé ne cesse de s’accroître entre les classes inférieures et les classes supérieures, et entre les régions périphériques (urbaines et rurales) et les régions centrales²².

.....
 22- On estime que 30 % de la population vit au niveau du seuil de pauvreté ou en dessous. Selon deux études séparées du PNUD (Programme des Nations Unies pour le Développement) et du Ministère des Affaires Sociales libanaise parues en février 2009, il est apparu qu’en 2005, 28 % de la population libanaise pouvait être qualifiée de pauvre, et 8 % vivant dans une pauvreté extrême (300 000 personnes n’avaient pas accès aux denrées alimentaires de base). Les

Dans ces conditions, difficile alors d'imaginer mobiliser l'opinion de manière significative en faveur de campagnes d'envergure pour la préservation et la sauvegarde d'édifices patrimoniaux, lorsque le souci de la grande majorité de la population est surtout de subvenir à ses propres besoins. Malheureusement, « les classes populaires sont assignées à une dynamique presque exclusivement consommatrice. Ils ne peuvent que jouir des biens acquis, ils sont irresponsables face aux classes supérieures, détentrices de responsabilités et de pouvoir », comme l'analyse Jean Baudrillard (1970, p. 56) à la suite de Thorsten Veblen (1969). La destruction de Beyrouth, comme « l'assassinat de New York » décrit par Robert Fitch (1996), ou celui de Los Angeles évoqué par Mike Davis (2003), illustrent parfaitement la maladie mortelle qui emporte la grande ville et fragmente l'espace en nouveaux ghettos (BENSAID, 2001, p. 120). Nous faudrait-il, pour reprendre les paroles prophétiques de Guy Debord (1999, p. 1781), « bientôt la quitter, cette ville qui pour nous fut si libre, mais qui va tomber entièrement aux mains de nos ennemis » ?

Ressources bibliographiques

- R.Barthes (1957), *Mythologies*, Seuil, Paris.
- J.Baudrillard (1972), *Pour une critique de l'économie politique du signe*, Gallimard, Paris.
- D.Bensaid (2011), *Le spectacle, stade ultime du fétichisme de la marchandise*, Nouvelles Éditions Lignes, Paris.
- R.Chaker (2011), *La contribution de l'usage des TIC à l'insertion socio-professionnelle du jeune libanais : Enquête sur leurs pratiques et discours d'acteurs du monde de l'entreprise et de l'éducation*, Thèse de doctorat en sciences de l'éducation, Université de Cergy-Pontoise.
- R.Chaker (à paraître en juin 2012), *Le déploiement des TIC au Liban : vers une gouvernance électronique?*, in Les Cahiers de l'Orient, n° 104, Paris.
- F.Choay, L.Devlieger (2006), *On Disaster of Amnesia : Interview with Françoise Choay*, Archis n° 4.
- F.Choay, *Un plaidoyer humaniste*, Florence Evin, *Le Monde*, 29.12.09
- G.Corm (2005), *Le Liban contemporain, Histoire et société*, La découverte, Paris.
- F.Cusset (2007), *Questions pour un retour de Dubaï*, in Mike Davis, *Le stade Dubaï du capitalisme*, Les Prairies Ordinaires, Paris.
- M.Davis (2003), *City of Quartz*, La Découverte, Paris.
- M.Davis (2007), *Le stade Dubaï du capitalisme*, Les Prairies Ordinaires, Paris.

.....
 rapports intitulés « Mapping of Human Poverty and Living Conditions in Lebanon 2004 » et « L'augmentation de la Pauvreté et la Distribution des Revenus au Liban » ont montré que les 20 % plus pauvres de la population ont représenté seulement 7 % de la consommation totale, tandis que les 20 % plus riches en ont représenté 43 %.

- G. Debord (1999), *In girum iumus nocte et consumimur igni*, Gallimard, Paris.
- C. Dubar et S. Nasr (1976), *Les classes sociales au Liban*, FNSP, Paris.
- G. El-Ezzi (2003), *La reconstruction du Liban... Un chantier semé d'embûches*, in Liban, État et société : la reconstruction difficile, Confluences Méditerranée n° 47, L'Harmattan, Paris.
- Executive Magazine, *Real Estate - Demolishing heritage, Beirut's few remaining historic buildings threatened by developers*, August, 2009, issue 121, Beirut.
- R. Fitch (1996), *Assassination of New York*, Verso, New York City.
- K. Hamdan (1997), *Le conflit libanais, Communautés religieuses, classes sociales et identité nationale*, UNRISD, Édition Garnet France.
- J. Jacobs (1961), *The Death and Life of Great American Cities*, New York : Vintage Books.
- N. Klein (2008), *La stratégie du choc*, Babel Actes Sud, Paris.
- R. Koolhaas (2002), *New York Délire*, Parenthèses, Marseille.
- B. Lonchamp (2011), *L'art et la ville : l'enjeu de la présence artistique dans l'espace public*, in P. Sanson (dir.), *Les arts de la ville dans le projet urbain*, PUFR, Tours.
- L. Matar (2007), *Les racines du capitalisme libanais*, in Travaux et Jours, numéro 79, automne, Université Saint-Joseph, Beyrouth, p. 121-137.
- M. Neal et R. Tansey (2010), *The dynamics of effective corrupt leadership : Lessons from Rafik Hariri's political career in Lebanon*, in Leader Quarterly, numéro 21, p. 33-49.
- P. Ory (2010), *Dreamlands*, in Didier Ottinger (dir.) *Dreamlands, Des parcs d'attractions aux cités du futur*, Centre Georges Pompidou, Catalogue du Musée, Paris.
- D. Ottinger (2010), *Dreamlands*, in Didier Ottinger (dir.) *Dreamlands, Des parcs d'attractions aux cités du futur*, Centre Georges Pompidou, Catalogue du Musée, Paris.
- Rapport au Sénat, *Beyrouth : reconstruction et métropolisation dans un système complexe d'acteurs, le cas du centre-ville*, in Villes du futur, futur des villes : quel avenir pour les villes du monde ? (Analyses), Rapport d'information n° 594 (2010-2011) de M. Jean-Pierre SUEUR, fait au nom de la Délégation à la prospective, déposé le 9 juin 2011.
- T. Reisz (2010), *Making Dubaï, a process in crisis*, in Post-traumatic urbanism, AD, Volume 80, Issue 5, p. 38-43, September/October.
- J. Ruskin (2010), *Les pierres de Venise*, Collection Savoir Hermann.
- S. Safi (2003), *La disparité socio-économique comme facteur de désintégration?*, in Liban, État et Société : la reconstruction difficile, Confluences Méditerranée n° 47, L'Harmattan, Paris.
- S. Salhab (2003), *Les composantes rationnelles d'une réforme administrative*, in Liban, État et société : la reconstruction difficile, Confluences Méditerranée n° 47, L'Harmattan, Paris.

- B.Santaolla (2001), *Le façadisme à l'heure actuelle en Espagne, un problème urbanistique et patrimonial*, in *Façadisme et Identité urbaine*, actes de colloque, Éditions du Patrimoine, Paris.
- R.Saouma (2009), *Accidental Monument*, in *Beyrouth, A guide to Beirut*, Studio Beirut, supplément de « Volume the guide », volume 22, Archis #4.
- R.Sennet (2009), *La conscience de l'oeil, Urbanisme et société*, Éditions Verdier Poche.
- M.Stanton (2007), *Solidere and the perpetual reinvention of downtown Beirut*, in *Cities Unbuilt*, Volume 11, Archis #1.
- W.Stevens (1972), *The Palm at the End of the Mind*, Vintage.
- Y.Tsiomis (2006), Inrap : podcast vidéo du colloque « L'avenir du passé – Modernité de l'archéologie », http://www.inrap.fr/via_podcast/p-1777-Archeologie-et-architecture.htm
- T.Veblen (1969), *la théorie de la classe de loisir*, Gallimard, Paris.
- R.Venturi, D.Scott Brown, S.Izenou (1972), *Learning forment Las Vegas*, Revisited Édition, Mit, Cambridge.
- P.Virilio (2008), *Bunker archéologique*, Éditions Galilée, Paris.
- S.Yazighi (2007), *les espaces publics spontanés à Beyrouth : des espaces à reconquérir*, in M. Davie (IDR), *Fonctions, Pratiques et Figure, des espaces publics au Liban*, ALBA, Beyrouth.
- F.Choay, *Mémoires et projet* in *Les leçons d'Alberti*, séance du 5 mars 1997, www.archi.fr/DA/tex/memPro/choay.html .
- E.Haddad (2005), *Beirut : between memorise an desire*, www.worldviewcities.org/beirut/elipsis.html
- www.guardian.co.uk/commentisfree/2010/apr/01/beirut-buildings-dubai-skyscraper.
- www.libanvision.com/cedar-island-liban.html
- www.solidere.com